

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

JANVIER 1971

HIVER CHAUD EN POLOGNE

A

Après avoir frappé tour à tour les principaux centres du capitalisme privé (de la France à la Suède, de l'Angleterre à l'Allemagne et aux Etats-Unis) l'affrontement entre la classe ouvrière et le capital s'étend maintenant aux centres du capitalisme d'état. Comme leurs camarades d'Europe occidentale, les travailleurs polonais sont contraints d'entrer en lutte pour défendre leurs conditions d'existence contre les empiètements des détenteurs du capital. Et seuls d'incurables crétins - sans parler des canailles stipendiées de la Direction PCF-CGT - peuvent encore voir là une prétendue "imperfection" d'une soi-disant "démocratie socialiste", plutôt qu'une forme typique de la lutte des classes qui fait rage dans le monde entier, partout où se trouvent face à face exploités et exploités.

LES ORIGINES DE LA CRISE

En toile de fond de la lutte, on trouve l'ensemble des contradictions qui caractérisent la gestion bureaucratique de l'économie, et qui se traduisent notamment par la basse productivité du travail et la pénurie chronique de produits de consommation - deux phénomènes inextricablement liés et qui se renforcent mutuellement. Une manifestation particulière de l'échec du capitalisme d'état est l'insuffisance de la production agricole. Bien que la bureaucratie polonaise ait su éviter les inconvénients de la collectivisation agraire à la russe - l'essentiel de l'agriculture restant aux mains de petits paysans propriétaires - la production ne suffit pas à couvrir les besoins (compte tenu des nécessités de l'exportation).

....

Il en est ainsi à la fois par suite de l'approvisionnement trop faible en engrais et machines agricoles (conséquence d'une production industrielle insuffisante) et par suite du niveau relativement bas des prix payés aux agriculteurs - prix qu'il est difficile d'augmenter sans dégrader dangereusement le niveau de vie déjà misérable de la classe ouvrière.

Ce sont sans doute ces conditions objectives - en même temps que la lourdeur de l'appareil bureaucratique et l'incompétence inévitable des bureaucrates - qui expliquent que malgré d'innombrables projets et d'interminables discussions la "réforme économique" soit restée, en Pologne plus qu'ailleurs, lettre morte. L'objectif d'une ^{tel} "réforme" est normalement d'introduire dans le capitalisme d'état certains mécanismes de l'économie de marché, dans l'espoir de stimuler l'augmentation de la production et de noyer l'hostilité de la classe ouvrière dans les délices de la "société de consommation". Le fait même que la plus grande ambition de la bureaucratie capitaliste d'état soit d'imiter les recettes qui sont en train de faire faillite dans les pays de capitalisme privé, donne la mesure de sa banqueroute historique. Qu'elle n'arrive même pas à traduire cette ambition dans les faits, montre à quel point sa situation est d'ores et déjà désespérée.

Dans le cas présent, la stimulation de la production passait par la concession d'avantages supplémentaires aux paysans (dont dépend la production agricole) et aux cadres des entreprises (qui ont en mains l'organisation de la production industrielle). Après de longues hésitations, les chefs de la bureaucratie polonaise s'étaient décidés à prendre des mesures dans ce sens. A partir du 1er janvier 1971 devait entrer en vigueur un nouveau système de primes dont la principale caractéristique était de les limiter désormais à un maximum correspondant à 2 % du salaire de base. Le résultat était une baisse des salaires, frappant particulièrement les ouvriers pour qui les primes représentaient antérieurement une part importante du salaire total.

Sur ces entrefaits, le gouvernement annonçait une modification des prix, se traduisant par des hausses massives sur les produits alimentaires et les loyers, et par des baisses sur les biens de consommations durables, tels que les meubles et les téléviseurs.

L'effet combiné de ces mesures était de réduire le revenu réel des ouvriers et d'augmenter celui des paysans (bénéficiaires de prix agricoles plus élevés) et celui des cadres (pour qui les produits alimentaires sont relativement moins importants, et les produits industriels relativement plus importants, que pour les ouvriers). L'annonce de ces décisions, à la veille des réjouissances traditionnelles de Noël, et dans une ambiance alourdie par plusieurs mois de valse-hésitation, au cours desquels avaient couru les bruits les plus contradictoires, ne pouvait que faire à la classe ouvrière polonaise l'effet d'une gifle en pleine figure.

.../

DE BIEN REGRETTABLES EVENEMENTS

Le lundi 14 décembre, une assemblée houleuse se tenait aux chantiers navals de GDANSK, centre industriel important sur la Baltique. A l'ordre du jour : les problèmes posés par la réforme du système de rémunération. Sans doute inspirés par l'impérialisme américain, les travailleurs se permettent de trouver mauvais qu'on veuille réduire leurs salaires tout en exigeant d'eux une productivité accrue. Bien plus, ils poussent le manque de patriotisme jusqu'à protester contre la hausse des prix alimentaires, qui n'atteint pourtant que le modeste taux de 20 %. Ces problèmes bien sûr échappent à la compétence des bureaucrates qui dirigent les chantiers navals. La discussion s'envenime, le ton monte, et pour finir les travailleurs sortent en cortège dans les rues de la ville pour manifester leur mécontentement.

Dans une démocratie bourgeoise, un incident aussi banal vaudrait tout au plus un entrefilet à la page 25 du "Monde". Pour la bureaucratie capitaliste d'état, c'est le commencement de la fin, l'atteinte impardonnable à son droit divin de "représenter" la classe ouvrière en l'exploitant. Comme Lénine et Trotsky devant l'insurrection de Kronstadt, les bureaucrates polonais n'hésitent pas : les manifestants sont sauvagement attaqués par les forces de répression, qui tirent dans le tas.

Ce n'est pas seulement un crime, mais, chose plus grave, une faute.

Le district côtier est habité par une population très jeune, transplantée au lendemain de la guerre des territoires de l'Est cédés à l'URSS, et qui en outre côtoie journallement les marins et les pêcheurs qui peuvent lui donner d'intéressantes précisions sur les conditions de vie et de travail à l'étranger. Soit dit en passant, les travailleurs des chantiers navals gagnent sensiblement moins que les marins, et pas plus que la moyenne des ouvriers d'industrie. Contrairement aux mensonges répandus par la presse bureaucratique, ils ne constituent en aucune manière une "aristocratie ouvrière".

La répression entraîne une mobilisation immédiate de la classe ouvrière. Aux travailleurs des chantiers navals se joignent les dockers, de GDANSK et du port voisin de G DYNIA, puis sans doute d'autres. Il semble également que des étudiants - se souvenant sans doute de la répression subie en 1968 - participent au mouvement. Celui-ci change maintenant de caractère. A la manifestation pacifique du lundi succède le mardi l'émeute, avec attaques contre la milice, pillages de magasins, incendie de la gare et du siège du Parti, symbole de l'oppression bureaucratique.

La démocratie socialiste jette dans la bataille ses dernières réserves : les formations militarisées de la police politique interviennent avec des chars d'assaut contre ces voyous qui réclament du pain.

.../

Après des combats qui se prolongent jusqu'au mercredi, l'ordre est, paraît-il, rétabli. Pas suffisamment toutefois pour que les communications téléphoniques et aériennes reprennent avec le reste du pays, ni pour que l'on cesse de considérer comme indésirables les journalistes étrangers.

Le mercredi également, l'agence d'information officielle se décide à sortir de son mutisme, pour annoncer que "l'ordre règne à GDANSK" (il avait donc été troublé ?). Quant aux rumeurs faisant état de grèves et autres désordres dans d'autres régions, il ne peut évidemment s'agir que de mensonges de la propagande ennemie. La meilleure preuve en est que le jeudi l'ordre revient à SZEZECIN, autre grand port de la Baltique, non sans que les chars aient chargé une pègre bigarrée de manifestants déguisés en ouvriers, étudiants et ménagères.

Les jours suivants, l'ordre ne cesse de revenir sur le littoral, tandis que le travail (qui n'avait pourtant jamais été arrêté) n'en finit pas de reprendre d'un bout à l'autre du pays. Dans les déclarations officielles, les voyous et autres "houligans" passent au second plan. On découvre avec stupeur que la classe ouvrière avait de légitimes motifs de mécontentement, que les décisions prises n'avaient peut-être pas tenu compte de toutes les données du problème (par exemple : la nécessité pour un ouvrier de reconstituer sa force de travail à l'aide d'un minimum de nourriture), que des économistes en chambre avaient élaboré des solutions sans garder le contact avec la classe ouvrière (texte d'annonce proposé aux bureaucrates de tous les pays : "perdu contact avec classe ouvrière ; bonne récompense à qui le rapportera")

Sans doute n'est-il pas question de négocier avec des grévistes ou des émeutiers. Rassemblant tous les trésors de son éloquence, la bureaucratie s'efforce de démontrer que seuls le calme et la discipline permettront que soient examinés les problèmes qui préoccupent les travailleurs. Et comme il est vilain de donner à l'étranger qui nous observe un spectacle aussi contraire à la grandeur nationale !

Mais les travailleurs restant sourds à la voix des sirènes, de nouvelles mesures s'imposent. Le 20 décembre au soir, on apprend la démission du Premier Secrétaire du Parti et du tiers des membres du bureau politique. Que l'on n'aille surtout pas voir dans ce remaniement au sommet l'effet de l'action menée par les travailleurs. Certificats médicaux à l'appui la bureaucratie annonce sans rire que son chef bien-aimé souffrait de troubles de la vue (qui probablement lui avaient caché la situation réelle) et de la circulation (résultant, peut être, des déplacements des chars d'assaut ?). Quant aux autres démissionnaires, on oublie de préciser quelle soudaine épidémie les a contraints à un repos prolongé. Chacun sait que l'hiver polonais est rigoureux et un mauvais rhume est vite attrapé.

En tout cas, comme don de joyeux avènement, la nouvelle direction s'empresse d'annoncer qu'elle va examiner "la possibilité d'améliorer le sort des familles dont les revenus sont les plus bas" ce qui en polonais signifie que les salaires vont être augmentés, tout au moins pour les travailleurs les plus méritants (le mérite se mesurant, sans doute, à l'extension des grèves et au nombre des cocktails molotov utilisés)
....

CONCLUSIONS PROVISOIRES

Un premier résultat est acquis : la manœuvre tendant à augmenter le taux d'exploitation en diminuant le salaire réel a fait long feu. Dans les semaines qui viennent, la bureaucratie sera contrainte de restituer, sous forme d'augmentation des salaires, ce qu'elle venait d'extorquer à la classe ouvrière par l'augmentation des prix. Quant à l'étendue de cette restitution, elle sera déterminée en dernier ressort par la combativité dont feront preuve les travailleurs. C'est sans doute ce que voulait dire le nouveau Premier Secrétaire, quand il annonçait que le plan économique national allait être revu, "en consultant la classe ouvrière et tous les travailleurs". Du coup, la réforme miraculeuse qui devait tirer le capitalisme d'état du pétrin se trouve singulièrement compromise.

Mais ce succès a des implications plus générales. En forçant la bureaucratie à battre en retraite, la classe ouvrière polonaise démontre la possibilité d'une action revendicative ouverte, de masse, en régime capitaliste d'état. Les commentateurs bourgeois peuvent bien tenter de se rassurer à l'aide de savantes distinctions entre révolte et révolution. Selon eux, le mouvement n'aurait pas de perspectives, vu qu'il n'a ni chefs ni "programme politique". Précisément, ce qui fait la force et la signification politique du mouvement actuel, c'est que la classe ouvrière défend ses intérêts matériels sans se préoccuper le moins du monde des luttes de cliques au sein de la classe dirigeante, sans se faire d'illusions, comme à BUDAPEST ou à PRAGUE, sur tel ou tel chef réputé plus "libéral" ou plus "socialiste" que les autres. Laissons aux victimes du crétinisme parlementaire le soin de s'apitoyer sur ce qui leur semble être une manifestation du désespoir. Pour le socialisme scientifique, il n'existe pas d'espoir en dehors de la lutte réelle des travailleurs.

De ce point de vue, le mouvement actuel en Pologne est bien plus avancé que celui de 1956, et peut-être plus avancé que la révolution qui éclatait cette même année en Hongrie. Car il ne faut pas perdre de vue qu'il est bien plus difficile, à l'aide de chars d'assaut, d'écraser une grève qu'une insurrection armée. Comme le disait au siècle dernier un fin connaisseur "on peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus".

Sans doute, les pays de capitalisme "classique" ont-ils pu, pendant toute une période historique, tolérer les actions revendicatives des travailleurs sans en souffrir particulièrement. Mais outre que même dans ces pays la situation à cet égard est en train de se modifier, dans les pays de capitalisme d'état il en va de toute façon autrement. En premier lieu, il n'existe pas une puissante industrie de biens de consommations capable de répondre aux augmentations de salaires par une rapide expansion de la production. En second lieu, il n'existe pas de syndicats pouvant si peu que ce soit canaliser le mouvement, pas de "partis de gauche" capables de semer des illusions sur la "démocratie avancée" et autres fariboles. En troisième lieu, le pouvoir de la bureaucratie comme classe dirigeante ne se dissimule pas, comme celui de la bourgeoisie, derrière un droit de propriété formel, entouré d'une démocratie tout aussi formelle.

....

En d'autres termes, l'action ouvrière, même purement revendicative, ne se disperse pas entre les multiples têtes du complexe "Patronat-Gouvernement-Syndicats". En vertu de la nature même du système, elle met en cause directement, non seulement le taux d'exploitation, mais le pouvoir d'état et l'appropriation des moyens de production.

Il est donc d'autant plus important que cette action, aux incidences incalculables, puisse se développer en Pologne sous des formes difficiles à réprimer, et donc susceptibles de s'étendre à d'autres pays, et tôt ou tard à l'URSS, ce qui sonnerait le glas du capitalisme d'état et sans doute celui du capitalisme tout court.

ETATS UNIS

LA SITUATION ACTUELLE VUE PAR UN CAMARADE AMERICAIN

Depuis la guerre froide, les Etats-Unis ont connu quatre crises essentielles. Ces crises, d'origine et d'orientation différentes, convergent aujourd'hui vers le même ennemi - le capitalisme : cette conjonction, dans le climat de récession et d'inflation actuel, a en effet contribué à radicaliser des mouvements qui, au départ, ne s'établissaient nullement sur des bases de classe.

- a) Première crise : celle des jeunes, étudiants en particulier, qui représentent la moitié de la classe d'âge correspondante. La contestation de la jeunesse qui, à l'origine, se cristallisait dans des manifestations folkloriques (défilés pacifistes contre la bombe) s'est orientée plus tard vers la revendication d'un pouvoir étudiant pour déboucher parfois sur une action directe au niveau des usines.
- b) Le second mouvement d'envergure est celui des Noirs, particulièrement dans le Nord, dont l'action dépasse de plus en plus la simple revendication nationaliste (pouvoir noir) pour déboucher sur la lutte de classe. Il y a cinq ans, les Blancs étaient exclus du combat mené par les Noirs ; aujourd'hui, en particulier grâce à l'action des Panthères Noires, les révolutionnaires blancs sont acceptés dans les communautés noires ; inversement on voit de plus en plus de Noirs dans les manifestations de Blancs, manifestations de femmes en particulier : les Noirs ne demeurent nationalistes que dans les Universités d'"élite".

...

Il faut préciser que, léninistes dans leur ensemble, les mouvements de Panthères n'en sont pas moins différents dans chaque ville, et que leur incohérence théorique les fait aussi bien se réclamer de Mao que de Staline ou Castro. Actuellement, on voit, en particulier dans l'automobile, se multiplier des comités noirs avec des sympathisants blancs. De même, les Noirs et les Blancs se côtoient de plus en plus souvent dans la composition des piquets de grève (grève des postiers à LOS ANGELES et NEW-YORK), dans l'action au niveau des quartiers ou dans la défense contre les flics (à DETROIT, par exemple, avec la participation des étudiants). On peut penser que l'évolution du mouvement noir, du nationalisme au léninisme, pourra elle-même être dépassée dans la lutte. Si les Noirs, avant la guerre, jouaient le rôle de "jaunes" rôle repris par les Blancs jusqu'aux années 1960, la lutte apparaît aujourd'hui de plus en plus unitaire.

c) Troisième action de masse : celle des femmes. Si les relations sont tendues entre les hommes et les femmes (les rapports capitalistes se trouvant transposés au niveau du couple), la prise de conscience de l'exploitation commune semble s'accélérer. D'autre part, tout mari dominateur étant un léniniste qui s'ignore, la logique de leur lutte conduit les femmes à mettre en cause tout dirigisme.

d) La lutte au niveau des usines.

Les travailleurs américains, hommes ou femmes, jeunes ou vieux, Noirs ou Blancs en sont ainsi venus à lutter ensemble. La grève à la Général Electric, par exemple, fut soutenue par les organisations noires ; des femmes (femmes de grévistes ou membres du mouvement de libération de la femme) ont joué un rôle actif dans les piquets ; des fronts ultra-gauche (comités d'organisation) sont actuellement répartis territorialement ; la convergence avec le mouvement ouvrier n'est certes encore qu'embryonnaire, mais des liens se forment et se multiplient, en particulier dans la lutte au niveau des usines. Depuis une date récente, on observe une participation importante de militants de plus de trente ans : certains anciens militants poursuivent la lutte, tandis que d'autres (de quarante à cinquante ans) y participent pour la première fois. Les Etats Unis, en 1960, ont connu les grèves les plus importantes depuis 1946, que les syndicats ont été incapables d'empêcher. Nouveauté : dans ces grèves, souvent sauvages, les piquets sont effectivement garnis. Le camarade prévoit des mouvements importants pour l'été prochain, en particulier dans la métallurgie.

S'il ne faut pas s'exagérer l'aspect positif de la situation, il n'empêche qu'au cours des dernières années, elle semble s'être orientée de plus en plus clairement vers des voies réellement révolutionnaires.

.... /

VERS UN REGROUPEMENT REVOLUTIONNAIRE ?

Un premier pas en avant, encore bien timide, a été fait les 5 et 6 décembre, avec la réunion à CLERMONT-FERRAND d'une trentaine de membres de plusieurs groupes "ultra-gauchistes", à savoir :

- Cahier du Communisme de Conseil (Marseille)
- G. L. A. T. (Paris)
- Organisation Conseilliste (Clermont-Ferrand)
- Révolution Internationale (Paris et Toulouse)

Après une discussion préliminaire, la réunion se donnait comme ordre du jour les points suivants :

- Nature du processus révolutionnaire ;
- Fonctions de l'organisation révolutionnaire ;
- Possibilités de travail commun.

Les participants tombaient d'accord sans difficulté pour reconnaître la validité de l'analyse marxiste de la société actuelle, et en particulier le rôle révolutionnaire du prolétariat, seul capable d'abolir l'exploitation en supprimant le caractère de marchandise assumé par la force de travail. La nécessité d'une organisation des révolutionnaires - distincte de l'organisation générale du prolétariat - était également reconnue, de même que le fait que cette organisation n'avait pas à imposer sa direction au prolétariat, ni à se substituer à lui pour faire la révolution à sa place. Les participants s'accordaient donc pour rejeter aussi bien le spontanéisme que le léninisme.

A l'intérieur du champ ainsi défini, se dégagent toutefois deux points de vue assez divergents :

- a) Le groupe R. I. de Toulouse mettait l'accent sur les contradictions du marché capitaliste, conduisant à une crise économique générale qui seule pourrait pousser le prolétariat vers la révolution, à condition qu'il réussisse en temps utile à prendre conscience de son rôle historique. La fonc-

tion de l'organisation révolutionnaire serait donc de contribuer à cette prise de conscience, en développant un travail avant tout théorique sur le fonctionnement de l'économie capitaliste, et en intervenant dans les luttes ouvrières pour propager les conclusions de ce travail.

- b) Pour les représentants du G. L. A. T., en revanche, le fonctionnement économique du capitalisme ne pouvait pas être dissocié du processus de la lutte des classes (1). C'était, en dernière analyse, la résistance du prolétariat à l'exploitation qui déterminait aussi bien la nécessité de l'accumulation capitaliste que les crises économiques, même si celles-ci prenaient la forme de problèmes de marché, et se compliquaient de contradictions secondaires au sein même de la classe capitaliste. D'autre part, la lutte contre l'exploitation tendait à créer les bases de la révolution, en développant au sein du prolétariat des rapports de type nouveau - communistes - en opposition avec les rapports sociaux existants. La tâche d'une éventuelle organisation révolutionnaire était donc d'aider le prolétariat à s'organiser pour prendre en mains sa propre lutte, et dans cet ordre d'idées le travail théorique ne pouvait jouer qu'un rôle subordonné.

Il semblait impossible, dans ces conditions, de s'orienter à court terme vers une fusion des groupes représentés à la réunion, dont certains, du reste, n'avaient pas encore approfondi leurs propres positions. Les participants décidaient, cependant, de poursuivre leurs efforts pour trouver un terrain d'entente, aussi bien sur des interventions pratiques que sur la formulation de la théorie révolutionnaire. Le débat sur les problèmes abordés au cours de la réunion devait notamment se poursuivre par un échange de textes entre les groupes participants, diffusés en un nombre suffisant d'exemplaires pour toucher tous les intéressés. A ce titre, un compte-rendu détaillé de la réunion devait être diffusé par le groupe de Clermont-Ferrand.

La suite donnée à ces décisions permettra de juger de l'opportunité de nouvelles réunions du même genre. Il va de soi que l'on ne peut qu'être favorable à un regroupement des révolutionnaires, à condition qu'il débouche sur une organisation donnant une importance égale à l'élaboration théorique et à la participation active aux luttes ouvrières.

0
0 0

(1) Voir "Discussion avec Révolution Internationale" dans "Lutte de Classe" de novembre 1970.

SOCIALISME

ET

SYNDICAT

Il est courant d'entendre des bureaucrates prétendre qu'il y aura toujours des syndicats, même dans une société socialiste. Ceux-ci peuvent difficilement concevoir leur disparition. Ce n'est pas tant qu'ils craignent une mise à la retraite qui serait salutaire aux travailleurs, mais plutôt qu'ils défendent le rôle que leur attribue le capitalisme et celui qu'ils seraient prêts à jouer si la bourgeoisie en venait à perdre le pouvoir. Mais quand c'est Monsieur SEGUY qui se met à tenir de tels propos l'autorité de la chose s'en trouve d'autant consacrée.

S'il faut en croire ce ponté : "le rôle des syndicats ne sera pas fondamentalement changé. Ils devront toujours défendre les intérêts des travailleurs . . . pour qu'il puisse en être ainsi, il est nécessaire que le régime socialiste respecte le libre exercice du droit syndical, y compris le droit de grève. . .". On se garde, bien entendu, d'expliquer pourquoi les travailleurs doivent se défendre. Cependant, jusqu'à présent, à chaque fois que les travailleurs ont lutté, c'était pour résister à l'exploitation qu'ils subissaient. Monsieur SEGUY n'ignore pas qu'il ne peut en être autrement, même dans sa société, sinon on ne voit pas pourquoi les ouvriers devraient se mettre en grève.

De plus, comme on ne lutte pas contre soi-même mais contre quelqu'un, il faut déterminer quel est l'adversaire qui peut avoir la possibilité d'exploiter les travailleurs dans une société devenue "socialiste" d'où la bourgeoisie aurait disparu ? Si Monsieur SEGUY est "marxiste" il ne peut faire apparaître miraculeusement une classe qui remplirait ce rôle.

...

Ce qu'il ne fait pas, au reste, puisqu'il nous indique son origine.

"Les partis politiques détiendront le pouvoir" dit-il, ce qui suppose que c'est de ces partis politiques que sera issue la classe dominante. Autrement dit les dirigeants actuels se proposent de substituer à la bourgeoisie si cela était nécessaire non pour servir les intérêts de la classe ouvrière, mais pour l'exploiter.

D'où la nécessité des syndicats dont le rôle serait d'encadrer la lutte de classe .

Le raisonnement est logique. Il permet notamment à Monsieur SEGUY qui ne manque jamais de tirer son épingle du jeu, de se donner une bonne place dans ce paradis des bureaucrates : "la participation des syndicats à l'édification de la nouvelle société prendra sa pleine signification".

En somme dans ce "socialisme" pour le moins étrange, les travailleurs sont exploités, n'ont aucun pouvoir. La place qu'ils tiennent dans la société ne diffère en rien de celle qu'ils tiennent actuellement dans la société capitaliste. Seul a changé l'aspect de la classe dominante qui n'est plus la bourgeoisie mais une bureaucratie politico-syndicale . . .

Il nous semble plutôt que le socialisme marque un bouleversement complet des rapports sociaux, à partir de la prise en charge de la gestion de la production et de toutes les conditions de la vie sociale par les producteurs. Dans la mesure où le prolétariat s'est approprié tous les moyens d'existence, où il prendrait en mains tous ses intérêts on ne voit pas pourquoi il aurait à faire grève. On ne lutte pas contre soi-même. On se corrige. Aussi le socialisme ne peut produire que la disparition des syndicats et de l'Etat et non leur renforcement, leur survie, voire leur prétendue dégénérescence. Et comme personne ne peut se substituer au prolétariat pour construire cette nouvelle société, elle sera dans la mesure où elle est contenue dans la lutte de la classe ouvrière et non dans les élucubrations d'un quelconque charlatan.

0
0 0

Adresse postale uniquement : JEAN COLIN - 75, rue Saint Antoine 75 - PARIS 4ème

Où nous voulons en venir

Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chéfaillons, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

- toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;
- il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;
- la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combattifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

- rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;
- créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;
- interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;
- appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GROUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).